L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

Journal quotidien.....$12 | *Payable d'avance*
Do TROIS FOIS PAR SEMAINE.$10 |

PAR BULLITT, MAGNE & Cie
No. 81, RUE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 8 FEVRIER 1843.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS.

HENRY CLAY.

CLAY CLUB DE LA NLLE. ORLEANS.
Assemblée régulière, 6 février 1843.

Sur motion, Résolu que le Clay Club de cette ville professe le plus profond respect pour les talens éminens, les services publics, les vertus domestiques, et les principes whigs de l'hon. A. Potter, mais qu'il croit devoir à son prédécesseur l'hon C. M. Conrad de proclamer hautement l'entière approbation du Club pour sa conduite dans le Sénat des Etats-Unis où il s'est signalé par l'ardeur de son dévouement à la bonne cause et sa fermeté à soutenir les grands principes sur lesquels reposent la sureté et la prospérité du pays.

G. C. LAWRASON } Secrét.
N. DELAPLAINE. }

CLAY-CLUB.

6 février 1843.

Sur motion, résolu qu'une assemblée spéciale de ce Club, au lieu jeudi prochain, à 7 heures du soir, pour prendre en considération les mesures les plus efficaces pour nommer un candidat Whig, pour la place de Maire de cette ville.

GEORGE LAWRASON, } Secrétaires.
N. DELAPLAINE. }

ECONOMIE.—Depuis la nomination de M. Denis Prieur à la place de conservateur des hypothèques, quelques locofocos s'inquiètent fort de la question d'économie. Hier à la Chambre, un bill a été présenté pour fixer à $3,000 le maximum des honoraires de tous les officiers de l'Etat. Ces officiers devront verser au Trésor tout ce qui dépassera cette somme. Cette mesure fera que les bénéfices du conservateur des hypothèques seront bien au-dessous des honoraires du maire. Cette observation donne bien à des gens curieux

LA MAIRIE.—Dans le cas où une vacance aurait lieu dans la Mairie, ce qui, nous en convenons, deviendrait quelque peu problématique d'après ce qui se passe, ne conviendrait-il pas que le parti whig songeât à faire choix pour ce poste d'un candidat pris dans son sein? Le poste de Maire est assez important pour qu'il ne soit pas en quelque sorte livré à la merci de nos adversaires; or les locofocos ne manqueront pas, suivant leur habitude, de présenter leur candidat. Pourquoi ne pas faire comme eux et leur prouver que, malgré nos défaites récentes, nous sommes encore en état de lutter avec eux à armes égales. La victoire ne nous abandonne que quand l'union nous quitte.

La malle a manqué hier de Charleston.

M. CLAY.—On lit dans le *Mobile Advertiser* du 6 courant:—Nous apprenons que M. Clay part pour la Nouvelle-Orléans, aujourd hui à quatre heures de l'après-midi, à bord du beau steamer *Creole*. Samedi dernier il a reçu les citoyens au Waverly, et les salons ont été remplis pendant toute la journée. M. Clay a reçu avec la plus grande affabilité les hommes de tous les partis qui se sont empressés à lui exprimer leurs hommages. Beaucoup d'entre nos concitoyens qui n'ont pas encore pu lui serrer la main, nous croyons nous faire l'écho des sentimens universels, en exprimant le regret que la visite de M. Clay ne puisse se prolonger. Il est malheureusement rappelé à la Nouvelle-Orléans par des affaires urgentes qui ne lui permettent pas un plus long séjour.

M. CLAY est en effet arrivé hier de Mobile. Son séjour dans cette ville a été une véritable fête pour les habitans, ainsi bien que pour l'hôte illustre qu'ils ont accueilli avec un si noble empressement. M. Clay, nous en sommes convaincus, gardera bon souvenir de son excursion à Mobile.

TEXAS.—Nous devons à l'arrivée du navire à voile *Neptune* des journaux de Galveston qui vont jusqu'au 4 courant. Nous y trouvons fort peu de choses qui aient un véritable intérêt.

Le président Houston semble fort peu disposé à prendre les mesures nécessaires pour faire face à la crise qui se prépare, et les citoyens seront sans doute encore réduits à leur seule énergie et à leurs propres ressources, dès qu'ont pas à compter sur le zèle du gouvernement pour les préparatifs qu'exigent l'invasion dont le Texas est menacé.

Les journaux ne s'expliquent pas sur les projets des Texiens, on ne sait pas s'ils veulent faire une invasion contre le Mexique ou s'ils attendront les ennemis chez eux.

Nous remarquons dans le *Texas Times* des articles pleins d'énergie et d'enthousiasme qui sont bien faits pour inspirer aux Texiens le sentiment de leurs dangers et l'énergie nécessaire pour résister à l'invasion: mais nous conseillons aux fils de la jeune république de songer, pour maintenir leur indépendance, à se munir de bons fusils, de poudre et de balles, plutôt que de bons articles de journaux. Les premiers valent un peu mieux que les seconds. Que les Texiens s'organisent à mettre à leur tête de bons et braves officiers qui sachent les mener au feu comme il faut, et que leur assurent par leurs talens et leur vigueur quelque avantage sur leurs adversaires. Ils en comptent parmi eux un certain nombre, il leur suffira donc de savoir les choisir.

Le barque *Don Queen* est partie récemment de Galveston pour Liverpool, avec un chargement de 928 balles de coton.

La petite goélette de 45 tonneaux, *General Polk*, capitaine Webber, partie le 13 janvier du bayou Buffalo pour Galveston, avec une cargaison de bois, a sombré, ce qu'il paraît, dans un coup de vent. Tous ceux qui étaient à bord ont dû périr. On a retrouvé quelques débris et le corps du capitaine Webber, ceux du capitaine Clark, d'Henry Combs et d'un autre individu dont on ne sait pas le nom.

Le brick *Portland* est arrivé à Galveston, venant de Bremen; il avait à bord quarante-six émigrans la plupart cultivateurs, qui doivent fonder une petite colonie agricole.

VERA CRUZ.—Par l'arrivée du brick *Narcisa*, entré hier sur notre port, nous avons reçu nos journaux de Vera Cruz jusqu'au 17 janvier. Les renseignemens que nous y trouvons n'ajoutent presque rien aux nouvelles que nous avions reçues par la voie de Mobile.

Une corvette particulière nous annonce qu'un corps d'expédition composé de 700 hommes devait quitter Vera Cruz le 20 courant pour se rendre à Campêche.

Santa Anna n'a point quitté Mango de Clavo, dont il adresse à la Junte de Notables des ordres qui sont vexatoirement suivis.

Le navire à vapeur *Montezuma*, commandé par un capitaine Anglais, est arrivé à Campêche le 21 janvier, et ce que nous apprenons par une autre source que notre correspondance qui nous avait annoncé son départ.

Nous donnons aujourd hui la suite des réflexions d'*Investigator* sur la question du droit de quayage, et nous les recommandons à nos lecteurs. Ce second article complète et corrobore celui que nous avons publié dans notre feuille du 4 février.

DES DROITS DE QUAYAGE.

[2me Article.]

La crise qui pèse sur les affaires financières de la ville et de l'Etat impose de grands devoirs et la plus grave responsabilité à la Législature actuelle: c'est à elle à chercher et à trouver quelque remède à tant de maux. Tout une sera immédiatement dans toute sa gravité ou sombrera et détruite, entraînant dans sa chûte la masse des intérêts individuels; car le crédit des citoyens est si intimement lié au crédit public que l'un ne peut recevoir une atteinte sans que l'autre en soit plus ou moins affecté.

La dette de la ville et celle des trois municipalités réunies, s'élèvent à plus de six millions de piastres. La détresse des tems a malheureusement réduit beaucoup de citoyens qui, dans les jours de prospérité, et de crise qui les menace. Ces derniers voient un peu mieux que les seconds. Que les Texiens s'organisent à mettre à leur tête de bons et braves officiers qui sachent les mener au feu comme il faut, et que leur assurent par leurs talens et leur vigueur quelque avantage sur leurs adversaires. Ils en comptent parmi eux un certain nombre, il leur suffira donc de savoir les choisir.

Le barque *Don Queen* est partie récemment de Galveston pour Liverpool, avec un chargement de 928 balles de coton.

La petite goélette de 45 tonneaux, *General Polk*, capitaine Webber, partie le 13 janvier du bayou Buffalo pour Galveston, avec une cargaison de bois, a sombré, ce qu'il paraît, dans un coup de vent. Tous ceux qui étaient à bord ont dû périr. On a retrouvé quelques débris et le corps du capitaine Webber, ceux du capitaine Clark, d'Henry Combs et d'un autre individu dont on ne sait pas le nom.

Le brick *Portland* est arrivé à Galveston, venant de Bremen; il avait à bord quarante-six émigrans la plupart cultivateurs, qui doivent fonder une petite colonie agricole.

VERA CRUZ.—Par l'arrivée du brick *Narcisa*, entré hier sur notre port, nous avons reçu nos journaux de Vera Cruz jusqu'au 17 janvier. Les renseignemens que nous y trouvons n'ajoutent presque rien aux nouvelles que nous avions reçues par la voie de Mobile.

Une corvette particulière nous annonce qu'un corps d'expédition composé de 700 hommes devait quitter Vera Cruz le 20 courant pour se rendre à Campêche.

Santa Anna n'a point quitté Mango de Clavo, dont il adresse à la Junte de Notables des ordres qui sont vexatoirement suivis.

Le navire à vapeur *Montezuma*, commandé par un capitaine Anglais, est arrivé à Campêche le 21 janvier, et ce que nous apprenons par une autre source que notre correspondance qui nous avait annoncé son départ.

Nous donnons aujourd hui la suite des réflexions d'*Investigator* sur la question du droit de quayage, et nous les recommandons à nos lecteurs. Ce second article complète et corrobore celui que nous avons publié dans notre feuille du 4 février.

DES DROITS DE QUAYAGE.

[2me Article.]

La crise qui pèse sur les affaires financières de la ville et de l'Etat impose de grands devoirs et la plus grave responsabilité à la Législature actuelle: c'est à elle à chercher et à trouver quelque remède à tant de maux. Tout une sera immédiatement dans toute sa gravité ou sombrera et détruite, entraînant dans sa chûte la masse des intérêts individuels; car le crédit des citoyens est si intimement lié au crédit public que l'un ne peut recevoir une atteinte sans que l'autre en soit plus ou moins affecté.

La dette de la ville et celle des trois municipalités réunies, s'élèvent à plus de six millions de piastres. La détresse des tems a malheureusement réduit beaucoup de citoyens qui, dans les jours de prospérité, ont contracté des dettes qu'ils ne peuvent payer, et dans l'état actuel des propriétés, il est impossible de songer à les imposer de nouvelles charges. Or comme toutes les autres sources de revenu ont été déjà épuisées, le rejet des droits de quayage réduirait la ville à l'insolvabilité la plus complète, attendu qu'elle ne possède plus un seul moyen pour combler le déficit que l'on créerait dans ses finances. La Législature est-elle disposée à ruiner une partie de ses citoyens et à détruire pour toujours une autre, sur laquelle on ne peut réfléchir sans un profond sentiment de crainte?

La dette de l'Etat est également lourde; mais une grande partie de cette dette se compose d'actions qui forment le capital des banques foncières, que celui-ci a prêté aux banques et les ressources de l'Etat lui-même, sous un sage système de législation, suffiront à payer d'abord les intérêts, puis successivement le capital de cette dette. Cela ne nous oblige pas à supposer un instant que l'atteinte portée au crédit et aux ressources de la ville, et tel serait le cas si les droits de quayage était abolis ne frappât plus d'une façon désastreuse sur le crédit et les ressources de l'Etat.

Indépendamment de cette influence indirecte, on semble avoir oublié que l'Etat se trouve intéressé pour une partie dans la dette de la ville, n'est-il pas en effet débiteur d'une forte somme de bons de la ville contre lesquels il a donné les siens en échange aux trois municipalités. La première et la plus inévitable conséquence du rejet des droits de quayage sera la suspension de tout paiement d'intérêt sur les bons municipaux. La Législature est-elle disposée à embrasser une telle alternative qui ruine tous les intérêts des bonnes que les municipalités se sont engagées à payer et qu'elles peuvent, qu'elles veulent, qu'elles désirent payer, si on les laisse faire? Le rejet des droits de quayage les mettrait tout à fait hors d'état d'exécuter leur louable projet. La législature sera obligée d'imposer de nouvelles charges au peuple, afin de parer au déficit qui existe déjà et de maintenir le fort de l'honneur de l'Etat; mais, je le demande encore, est-elle disposée à faire peser sur ses constituants cette autre charge lourde et sans utilité pour eux, dont elle n'a pas à s'inquiéter, si elles laissent aller les choses comme elles vont en ce moment?

On allègue cependant que ce sont les planteurs de l'Etat sur qui pèse le paiement de ces droits de quayage, et quelques personnes semblent même croire que ce sont eux qui paient la totalité de la taxe perçue, et que cette taxe est exclusivement consacrée pour le service de la ville. En premier lieu, j'ai montré que les individus qui paient cette taxe, ont déjà reçu en échange une valeur quatre, cinq, dix fois plus grande que le montant qu'ils sont obligés de débourser, par les économies qu'ils ont réalisées, par les pertes qu'ils ont évitées, grâce aux améliorations pour lesquelles cette taxe est imposée. N'est il donc pas juste et convenable que ceux d'entre nos concitoyens qui jouissent et profitent de ces améliorations, paient leur quote part? Mais que la part payée par nos concitoyens sur le montant total est faible! Les taxes perçues sur les centaines, sur les milliers de cargaisons qui arrivent ici des ports étrangers ou des ports voisins, celle que paient le porc, le bœuf, la farine, le tabac, le lard, le plomb et les mille autres articles qui nous sont apportés par le fleuve en si grandes quantités, sont-elles donc payées intégralement par eux? Non certes! c'est à peine s'ils en paient la centième partie. Et ce qu'ils paient entre-t-elle pas aussi pour une bonne part dans la contribution? Il y a donc à faire de notables déductions sur la somme que nous venons d'indiquer: 1o. La quantité de la récolte de sucre et de coton qui est expédiée directement des plantations et qui ne passe point par notre ville; 2o. pour ce qui est achetés sur les plantations même par les acheteurs de la ville, qui dans ce cas paient eux même la taxe; 3o. enfin pour ce qui appartient aux habitans de la ville qui sont eux mêmes propriétaires de plantations.

Faites toutes ces déductions, et vous verrez combien est faible en réalité la somme que paient nos frères de la campagne. Cette elle ne vaut pas toute l'irritation qu'elle a cause, toute la discussion qu'elle a soulevée!

Toutes les les nations ont agi d'après ce principe que la taxe la plus avantageuse pour le plus désirable était celle qui frappait surtout les étrangers et non résidentes, et je défie le génie humain d'indiquer une autre source de revenus où une si petite portion soit payée par les citoyens et une augrande par les étrangers. Et qu'on ne dise pas qu'il y a là injustice, préjudice ou oppression exercés contre les étrangers qui apportent ou qui envoient des marchandises dans notre ville! Nous leur donnons certes bien au-delà de la valeur de ce qu'ils paient, et certainement il n'est pas un d'entre eux qui n'aimât mieux ne laisser rien que cinq fois plus que de retourner une fois dans le port dans l'Etat où ils se trouvaient il y a quelques années. La taxe est équitable, raisonnable, juste et convenable. L'abrogation de cette taxe désarmerait d'un seul coup le crédit de la ville et de l'Etat, elle affecterait aussi d'une manière sensible, sinon aussi fatale, celui de tout l'Etat; et elle nécessiterait dans tous les cas l'établissement de taxes annuelles qui imposeraient à nos concitoyens des sacrifices trois ou quatre fois plus considérables que ne leur en fait subir la taxe actuelle, afin de faire face au déficit qui naîtrait du non paiement de l'intérêt sur les bons municipaux dont l'Etat est détenteur. Elle constituerait en outre ce dernier en perte du capital de ces bons.

Tous les hommes versés dans les affaires savent que la perte particulière que l'on subit ne se borne pas toujours à la somme à laquelle elle s'élève pour le moment. Un négociant, par suite de l'atteinte portée à son crédit et de l'embarras jeté dans ses affaires par une perte de $5,000, peut, au bout de quelques mois, se trouver plus pauvre de 10 ou $20,000. Il en est de même de la ville, de même de l'Etat. La perte de cent mille piastres et plus que subirait cette année la première par suite de l'abrogation des droits de quayage, ne se trouverait point payée bientôt l'année prochaine par $200,000 ou 300,000 piastres. La perte des bons prêtés par l'Etat à la ville, et la nécessité de pourvoir par une augmentation de taxe aux intérêts de ces bons, pourraient amener une plus déplorable désordre dans les finances de l'Etat, elles embarrasseraient, tandis qu'il peut, si on ne lui crée pas de nouvelles difficultés, sortir heureusement et honorablement de celles qu'il éprouve.

Au lieu donc de repousser les droits de quayage, que la Législature en règle les bases, afin 1o. sur les intérêts et à l'amortissement de l'ancienne dette de la ville; 2o. sur intérêts de la dette des municipalités; et 3o. au rachat du papier de circulation des municipalités, en donnant à chacun de ces objets la part qui lui revient; puis quand le dernier sera éteint, qu'elle ordonne que le montant total soit appliqué à l'extinction de la dette tout entière.

La question du rejet des droits de quayage est, je le répète, d'une plus grande importance qu'on ne le croit généralement; elle entraîne avec elle des pertes graves, les plus sérieuses conséquences. En effet, de la solution qu'elle recevra dépendra en quelque sorte la conservation de l'honneur et de la solvabilité de l'Etat, ou bien le déshonneur et la banqueroute, avec toutes leurs désastreuses et toutes leurs fatales conséquences. Que chacun donc qui ont le pouvoir s'arrêtent et réfléchissent avec maturité avant de se décider à agir dans une question de ce genre.

INVESTIGATOR.

RAPPORT OFFICIEL

Des Délibérations au Sénat de la Louisiane

Séance du mardi 7 février 1843.

M. Bernard, au nom du comité spécial auquel avait été référée la pétition d'une partie des habitans de Baton Rouge, a rapporté un bill relatif à cette ville. Après avoir subi les diverses lectures, ce bill a passé.

M. Davidson, selon l'avis qu'il en avait donné, a présenté un acte pour fixer les salaires des divers employés de l'Etat, et pour soulager le peuple du fardeau de nouveaux impôts directs. Sur motion, ordonné à l'impression et renvoyé sur le bureau sujet à l'appel du Sénat.

M. Ledoux, selon l'avis qu'il en a donné présente un bill accordant à Samuel Bush le privilège de tenir un bac sur le Mississipi dans la paroisse de la Pointe Coupée à l'habitation de M. Tarascon Lafaurie ou aux environs. Ce bill subit ses diverses lectures, après dispense des règles et passe.

M. Davidson, au nom du sénateur de Feliciana (M. Carter) qui occupe temporairement le fauteuil, donne avis qu'il présentera un acte pour fixer l'institution